

<http://divergences.be/spip.php?article4115>



La construction d'alternatives pour contrer l'autoritarisme

- Aujourd'hui - 2025 - juin 2025 -

Date de mise en ligne : jeudi 29 mai 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Source [Waging non-violence](#)

Pourquoi la construction d'alternatives inspirantes est nécessaire pour contrer l'autoritarisme ? Parce que la résistance ne consiste pas seulement à dire non, voici sept façons dont les communautés construisent un avenir auquel il vaut la peine de dire oui.



Nous nous engageons sur une voie périlleuse. Les communautés vulnérables sont confrontées à des menaces croissantes. La crise climatique dépasse les pires prévisions des scientifiques. L'autoritarisme n'est plus une possibilité lointaine - il progresse, et la démocratie recule partout dans le monde. Avec le retour de Trump, les services publics tels que l'éducation, les protections du travail, les politiques d'immigration humaines, les soins de santé et les programmes de diversité sont en train d'être démantelés.

Pendant ce temps, la confiance dans la démocratie s'érode, en particulier chez les jeunes. Comme le souligne le politologue Steven Levitsky, une partie du problème est liée à la motivation : La droite politique se bat pour une vision claire, bien que dangereuse. La gauche, en revanche, se bat souvent contre cette vision, avec moins d'alternatives convaincantes.

Que pouvons-nous faire ? Nous construisons. Nous nous détournons des réformes, des systèmes défailants, pour consacrer notre énergie à la création de systèmes entièrement nouveaux. La beauté de cette méthode réside dans le fait qu'il n'est pas nécessaire de partir de zéro. Nous pouvons nous inspirer de l'histoire.

L'un des mouvements non violents les plus efficaces des temps modernes a été la campagne de Gandhi pour l'indépendance de l'Inde. Son succès n'a pas reposé uniquement sur la protestation ou la perturbation. Gandhi pensait que la désobéissance civile n'était qu'une partie du travail. Il est également essentiel d'élaborer ce qu'il appelait des programmes constructifs, c'est-à-dire des alternatives aux systèmes injustes qu'il cherchait à remplacer.

Il s'agissait des fondements d'une nouvelle société, construite dans la coquille de l'ancienne. Car la résistance ne consiste pas seulement à dire non. Il s'agit de créer un avenir qui vaille la peine qu'on lui dise oui.

.Des communautés autonomes : Construire le pouvoir à partir de la base

Comme le souligne l'organisateur et stratège Marshall Ganz, le pouvoir consiste à faire en sorte que les autres dépendent plus de vous que vous ne dépendez d'eux. En d'autres termes, les populations sont devenues presque entièrement dépendantes des services et des structures détenues ou exploitées par les États et les méga-corporations qui, bien trop souvent, exploitent les populations pour leur propre profit.

Pour devenir véritablement autonomes, les gens peuvent travailler en communauté pour répondre à leurs besoins essentiels - alimentation, logement, soins de santé, éducation, énergie, technologie et stabilité économique. Et ce

n'est pas de la théorie. C'est déjà le cas. Partout dans le monde, des personnes construisent des systèmes à partir de la base qui répondent aux besoins humains tout en résistant à l'emprise des entreprises et de l'État.

Un tel modèle permet aux opposants à Trump de construire un pouvoir réel et significatif qui ne dépend pas de notre gouvernement fédéral de plus en plus défaillant pour adopter certaines lois ou persuader les partisans de Trump de modifier leur programme.

Voici sept façons dont les communautés - rurales et urbaines, petites et grandes - peuvent commencer à développer leurs propres programmes constructifs qui peuvent radicalement changer l'équilibre du pouvoir.

Sécurité alimentaire : Renforcer la résilience, une graine à la fois

Les entreprises agroalimentaires dominent les chaînes d'approvisionnement alimentaire, privilégiant le profit au détriment des personnes. Ces chaînes d'approvisionnement monopolisées ne font pas que nous éloigner des sources de notre alimentation, elles nous rendent vulnérables aux perturbations, à la manipulation des prix et à l'effondrement de l'environnement. Pour accroître leur pouvoir et leur résilience, les communautés se réapproprient l'alimentation par le biais de coopératives locales, de fermes urbaines et de partenariats directs avec les agriculteurs.

Les exemples qui ont pris racine dans le monde entier sont nombreux et variés. Teikei, par exemple, est un modèle d'agriculture soutenue par la communauté qui favorise la collaboration directe entre les consommateurs urbains du Japon et les agriculteurs biologiques ruraux. La Via Campesina relie les petits agriculteurs d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie du Sud dans un mouvement de souveraineté alimentaire. En France, les réseaux d'AMAP coordonnent les livraisons hebdomadaires de produits des fermes locales aux ménages urbains. Enfin, l'initiative d'agriculture urbaine du Michigan récupère des terrains abandonnés pour y cultiver des aliments frais et raviver la fierté de la communauté.

Chacun de ces modèles a démarré avec un petit groupe de personnes déterminées à reprendre le contrôle de leur sécurité alimentaire. Vous pouvez faire de même. La création d'un jardin, même petit, sur un rebord de fenêtre ou dans un patio, peut faire une grande différence. La conservation de ce que vous cultivez vous permet de profiter de votre jardin tout au long de l'année. La création d'un jardin communautaire ou la participation à un tel jardin est un autre moyen d'acquérir une autonomie alimentaire, tout comme le soutien aux exploitations agricoles locales.

Ces actions peuvent sembler modestes, mais elles ne sont pas négligeables. Chaque parcelle de terre soustraite au contrôle des entreprises est une graine de résistance. Chaque repas préparé à la maison est un acte d'action politique.

En nous nourrissant et en nourrissant nos communautés - intentionnellement, éthiquement et localement - nous retirons le pouvoir à ceux qui l'utilisent à mauvais escient et commençons à construire quelque chose de durable à la place.

Logement : Faire du logement un droit de l'homme

Dans les villes du monde entier, la spéculation immobilière et les entreprises propriétaires ont transformé les travailleurs à vivre dans des conditions précaires ou à devenir des sans-abri.

Mais les communautés ne sont pas impuissantes. Lorsque les gens s'organisent pour posséder et gérer collectivement leurs logements, ils créent l'un des outils les plus puissants de la résistance non violente : les

coopératives de logement. En supprimant la recherche du profit, ces coopératives offrent la sécurité, l'accessibilité financière et l'autogestion, autant d'éléments que les propriétaires privés ou les gouvernements débordés ne sont pas en mesure d'assurer de manière fiable.

Le mouvement coopératif moderne trouve ses origines dans la *Rochdale Society of Equitable Pioneers*, un groupe de travailleurs industriels du XIXe siècle qui ont mis en commun leurs ressources pour échapper à l'exploitation des propriétaires. Leur modèle perdure au Royaume-Uni, où les coopératives d'habitation offrent toujours des logements à but non lucratif, gérés par les résidents et à l'abri de la volatilité du marché.

En Suède, près de 25 % des logements sont des coopératives - une structure qui a suscité un débat national sur le logement en tant que bien public et non en tant que marchandise. À Oakland, en Californie, la East Bay Permanent Real Estate Cooperative trace une nouvelle voie audacieuse. Cette initiative, menée par des Noirs et des indigènes, soustrait entièrement les terrains aux marchés spéculatifs, démontrant ainsi que les groupes marginalisés peuvent reprendre le pouvoir - à leurs propres conditions.

Vous aussi, vous pouvez reprendre le pouvoir sur le logement. Créez un fonds de logement communautaire en regroupant vos ressources sur un compte d'épargne commun ou dans une caisse de crédit mutuel. Mettez-vous d'accord sur les règles de contribution - paiements égaux ou échelle mobile. Même un petit fonds d'urgence peut apporter un soutien important en période de crise : hausse des loyers, perte d'emploi, urgences médicales ou réparations.

Vous pouvez également explorer les modèles coopératifs en achetant conjointement un duplex, un petit immeuble d'habitation ou un terrain, par exemple dans le cadre d'une fiducie foncière communautaire. Les résidents paient un loyer abordable qui est reversé au fonds, ce qui permet de futurs achats. Au fil du temps, ce modèle peut s'étendre et transformer non seulement votre logement, mais aussi l'ensemble de la relation de votre quartier à la terre et au logement.

Faire un pas, même minime, vers la propriété partagée est un acte radical dans un monde où le logement est traité comme un actif financier. C'est refuser d'accepter le déplacement comme inévitable. Dans la lutte contre l'autoritarisme, le capitalisme extractif et l'inégalité, réclamer nos maisons n'est pas seulement nécessaire, c'est révolutionnaire.

Soins de santé : Soigner sans permission

Partout dans le monde, même dans les pays riches, les soins de santé sont de plus en plus monopolisés par des entreprises à but lucratif ou paralysés par des systèmes publics sous-financés. Des millions de personnes se retrouvent sans soins de base, obligées de choisir entre une dette écrasante ou une maladie non traitée.

Pourtant, une autre voie est possible. Par exemple, dans les années 1960, le Black Panther Party a ouvert des People's Free Medical Centers dans plusieurs villes des États-Unis, offrant des bilans de santé, des vaccinations et une éducation dans des quartiers délaissés par le système de santé officiel. Dans les régions rurales de Chine, le programme Barefoot Doctors a formé des dizaines de milliers de villageois à dispenser des soins médicaux de base, une éducation à l'hygiène et des conseils en matière de nutrition.

Les communautés peuvent se réapproprier les soins de santé en formant des cercles de santé locaux avec des guérisseurs traditionnels et alternatifs et des professionnels du bien-être. Des ateliers sur les soins préventifs, les premiers secours, la guérison des traumatismes et la phytothérapie permettent de traiter un large éventail de problèmes de santé, tels que l'hypertension, le diabète, les troubles digestifs et l'anxiété.

La création d'un fonds de santé coopératif peut faire une grande différence dans la vie des gens en leur permettant d'obtenir les médicaments et les soins dont ils ont besoin. À l'instar du modèle de fonds de logement, les communautés peuvent mettre en commun de petites contributions mensuelles pour constituer un fonds d'urgence pour les soins de santé. Ce fonds peut aider à couvrir les frais médicaux imprévus d'un membre, à payer les visites chez un praticien local ou à subventionner des herbes et des suppléments pour ceux qui en ont besoin.

Lorsque les soins de santé sont axés sur les personnes plutôt que sur le profit, la guérison devient un partenariat entre les praticiens traditionnels et la communauté. Il ne s'agit pas de rejeter la médecine moderne. Il s'agit de reprendre le contrôle, afin qu'aucune institution n'ait le monopole de notre bien-être.

L'éducation : Apprendre à résister, apprendre à construire

L'éducation est en première ligne dans la lutte pour la démocratie. Avec la montée de l'autoritarisme et la privatisation des institutions publiques, l'éducation devient un champ de bataille. Actuellement, nous assistons au démantèlement du ministère de l'éducation, à des coupes budgétaires dans les universités - en particulier celles qui refusent de se débarrasser de leurs politiques d'éducation et de formation tout au long de la vie -, à des interdictions de livres, à des lois contre l'enseignement de la théorie critique de la race, et à l'obligation d'afficher les dix commandements. Lorsqu'une élite contrôle ce qui compte comme savoir, lorsque la pensée critique est remplacée par l'obéissance, nous ne nous approchons pas seulement du fascisme, nous le vivons déjà.

C'est pourquoi la lutte pour l'éducation ne concerne pas seulement les écoles. C'est une question de survie.

En 1942, sous l'occupation nazie, le ministre fasciste de l'éducation de la Norvège a ordonné aux enseignants d'endoctriner les élèves avec l'idéologie nazie. Des milliers d'entre eux ont refusé. Le régime a fermé les écoles et envoyé près de 1 000 éducateurs dans des prisons et des camps. Pourtant, les enseignants n'ont pas cédé. Ils ont enseigné dans les maisons et les forêts, préservant le savoir dans la clandestinité. Quatre mois plus tard, le gouvernement fasciste a fait marche arrière.

Plus récemment, dans les années 1990, après que le régime serbe a interdit l'enseignement en langue albanaise, plus de 100 000 enfants albanais ont quitté le système public. Les familles ont construit des écoles de résistance dans des sous-sols et des bâtiments abandonnés. Elles y ont enseigné l'histoire, la langue et la culture, préservant ainsi l'identité et plantant les graines de la liberté future.

Les populations locales peuvent responsabiliser leurs propres communautés en soutenant leurs écoles publiques pour qu'elles soient justement publiques, et non l'instrument de groupes d'intérêts particuliers. Et pour combler les lacunes, les gens peuvent créer des clubs de livres interdits, des panels d'histoire culturelle et des ateliers sur la science du climat. Les bibliothèques, les centres communautaires et les foyers privés peuvent proposer des cours spécialisés sur l'histoire des Noirs, les études sur les homosexuels, la narration d'histoires et une variété de formations dans divers métiers.

Lorsque les communautés se réapproprient l'éducation, elles ne se contentent pas de se défendre : elles jettent les bases intellectuelles d'une nouvelle société. Une société enracinée dans la pensée critique, la résistance créative et l'attention collective.

L'énergie : Le pouvoir du peuple

Les réseaux électriques gérés par des entreprises laissent des régions entières vulnérables aux pannes, aux hausses de prix et à la destruction de l'environnement. Lorsque l'énergie est monopolisée, elle devient un outil de profit et non de survie.

Mais les communautés n'ont pas seulement besoin d'accéder à l'énergie. Elles doivent contrôler la manière dont elle est produite, qui en bénéficie et quel en est l'impact sur la Terre. L'autonomie énergétique est plus qu'une question de durabilité. C'est de la résistance. C'est la résilience. C'est une libération.

En Allemagne, le mouvement *Bürgerenergie* (Énergie citoyenne) permet aux communautés de posséder et d'exploiter des parcs éoliens, des panneaux solaires et des micro-réseaux, ce qui permet de se passer des services publics, de réduire les émissions et de restituer les bénéfices à la population. À Porto Rico, la Cooperative Hidroeléctrica de las Montaña, qui appartient à la communauté, a fourni de l'électricité même pendant l'ouragan Fiona, qui a mis hors service le réseau électrique de la majeure partie de l'île.

Il n'est pas nécessaire d'avoir une éolienne pour commencer. La souveraineté énergétique commence par de petites étapes intentionnelles. Organiser des groupes de travail pour rendre les maisons locales plus économes en énergie en protégeant les fenêtres contre les intempéries ou en installant de l'isolation peut faire une grande différence dans la consommation d'énergie. La mise en commun des ressources pour investir dans des panneaux solaires, des poêles à granulés ou l'utilisation de l'eau courante pour produire de l'électricité peut apporter une résilience essentielle en cas de panne ou de conditions météorologiques extrêmes.

L'autosuffisance n'est pas synonyme d'isolement. Les communautés peuvent se mettre en relation avec leurs voisins pour demander des subventions, trouver des financements par crowdsourcing ou construire des micro-réseaux partagés. La coopération est importante, surtout en cas de crise.

Lorsque les communautés s'approprient leur énergie, elles s'approprient leur avenir. Elles ne dépendent plus des entreprises qui servent leurs actionnaires, ni des gouvernements qui retardent la transition pour des raisons de commodité politique.

Technologie : Récupérer les biens communs numériques

Les grandes entreprises technologiques surveillent, monétisent et manipulent les espaces numériques - traitant notre attention et nos données comme des marchandises, façonnant le discours public au moyen d'algorithmes opaques. Le résultat ? Un monde numérique de plus en plus extractif, surveillé et inaccessible à ceux qui n'ont pas de richesse ou d'expertise.

Mais tout comme la nourriture, la terre ou l'énergie, la technologie peut être récupérée.

En Catalogne, en Espagne, une poignée de bénévoles a lancé guifi.net, un réseau internet local destiné à combler les lacunes en matière de connectivité dans les zones rurales. Depuis, il est devenu l'un des plus grands systèmes numériques communautaires au monde, avec plus de 40 000 routeurs ou points d'accès et plus de 13 000 utilisateurs. Il s'agit d'un réseau décentralisé, à code source ouvert et entretenu collectivement, qui échappe au contrôle des entreprises.

L'initiative *Freifunk* en Allemagne aide les communautés à construire des réseaux Wi-Fi décentralisés en utilisant du matériel simple et des logiciels libres. À Oakland, en Californie, People's Open Network et Sudo Room gèrent un système de maillage sans fil conçu pour fournir un accès sécurisé et gratuit à l'internet dans les quartiers défavorisés, ce qui prouve que l'équité numérique est un projet communautaire et non un produit d'entreprise.

Il n'est pas nécessaire d'être un codeur ou un génie de la technologie pour se lancer. La plupart des projets technologiques communautaires ont débuté avec un petit groupe de personnes curieuses et déterminées, qui apprennent au fur et à mesure

Les membres de votre communauté peuvent rechercher des tutoriels libres et des forums en ligne qui guident les débutants dans la mise en place de réseaux maillés. Une collecte de fonds pour l'achat de quelques routeurs Wi-Fi et l'installation de logiciels libres comme OpenWRT ou LibreMesh peuvent marquer le début d'un réseau sécurisé géré par la communauté.

Rassembler des personnes intéressées par les technologies de l'information, la sécurité numérique ou les logiciels libres signifie qu'il n'est pas nécessaire de disposer d'experts, mais de personnes désireuses d'apprendre, de partager et de construire ensemble.

La technologie appartenant à la communauté n'est pas utopique. Elle est nécessaire. Et c'est déjà le cas.

Sûreté et sécurité : Du contrôle à la prise en charge

Le terme "sécurité" est souvent utilisé pour justifier la surveillance, l'incarcération et la police militarisée. Mais la véritable sécurité ne vient pas du contrôle, elle vient de l'attention, de la confiance et de la responsabilité collective.

Partout dans le monde, des communautés rejettent la fausse alternative "police ou chaos". À la place, elles mettent en place des réseaux de sécurité communautaires, des équipes d'intervention en cas de crise et des cercles de justice réparatrice qui privilégient la guérison plutôt que la punition et la solidarité plutôt que la peur.

En Nouvelle-Galles du Sud, en Australie, plus de 150 quartiers ont créé des programmes de surveillance indépendants, entièrement financés et gérés par les habitants, et non par la police. Ces groupes se concentrent sur la communication, le soutien et la désescalade, créant ainsi la sécurité par la connexion plutôt que par la force.

À Eugene, dans l'Oregon, le programme *CAHOOTS* (Crisis Assistance Helping Out On The Streets) a transformé la manière dont la ville gère les situations d'urgence. Doté de médecins et de professionnels de la santé mentale, CAHOOTS répond aux crises non violentes - santé mentale, consommation de substances, sans-abrisme - sans la police. Rien qu'en 2019, ils ont répondu à 20 % de tous les appels au 911 et ont eu besoin du renfort de la police dans moins de 1 % des cas.

La création d'une sécurité communautaire ne nécessite pas de permission. Il faut changer d'état d'esprit et passer de la protection par la force à la protection par les soins.

Une façon de commencer est de former un petit groupe chargé de prendre des nouvelles des voisins vulnérables, de partager les contacts en cas d'urgence et de planifier les crises courantes - canicules, pannes d'électricité, violences domestiques ou conflits de voisinage. Il est utile de dresser une carte des ressources afin que chacun sache qui, dans sa communauté, a une formation médicale, une expérience en matière de santé mentale ou des compétences en matière de désescalade.

Les communautés peuvent également organiser des ateliers sur l'écoute active, la résolution des conflits et la réduction des risques. Ces pratiques peuvent être enseignées, répétées et transformées. Elles peuvent se transformer en équipes mobiles de crise, en groupes de paix de quartier ou en collectifs d'entraide. Même un groupe qui se réunit une fois par mois peut évoluer vers quelque chose qui change la vie.

Assurer une transition juste : De l'extraction à l'autonomisation

La construction d'alternatives pour contrer l'autoritarisme

Les programmes constructifs commencent souvent là où les institutions traditionnelles échouent, comme c'est manifestement le cas aujourd'hui à bien des égards. Lorsque les gens n'ont plus accès au logement, à la nourriture, aux soins de santé, à l'éducation, à la sécurité ou à une voix politique, il devient nécessaire de construire de nouveaux systèmes au service du peuple - par le peuple. Les programmes constructifs répondent directement à ces besoins non satisfaits en favorisant la participation de la base, la résilience à long terme et le contrôle local. Contrairement aux programmes d'aide imposés d'en haut ou aux efforts de charité éphémères, ces initiatives se concentrent sur l'autonomisation, et non sur la dépendance.

Partout dans le monde, des solutions communautaires ont permis de lutter contre la pauvreté, d'élargir l'accès aux services essentiels et de restaurer la dignité des populations marginalisées.

L'autoritarisme prospère lorsque les gens sont isolés et dépendants - lorsque la nourriture, l'énergie, le logement et la sécurité sont contrôlés par une poignée d'élites. En revanche, lorsque les communautés se nourrissent, se logent, s'instruisent et se protègent mutuellement, elles sont moins dépendantes des systèmes dominants, ce qui leur permet d'opposer une résistance plus efficace. Ces communautés ne se contentent donc pas de survivre. Elles deviennent ingouvernables par tout organe de gouvernement injuste, quel que soit le détenteur du pouvoir.

La solution ne consiste pas seulement à élire de meilleurs dirigeants. Il s'agit de construire un monde où personne n'a le pouvoir de priver un autre être humain de ses droits fondamentaux. Cela commence modestement - par un jardin, un fonds commun, un cercle de guérison, une coopérative, un réseau maillé ou une équipe de sécurité de quartier.

Tous les systèmes ne peuvent pas être réparés. Mais chaque système brisé est une occasion de construire quelque chose de mieux. Car une fois que vous l'avez construit vous-même, vous n'avez plus jamais besoin de demander la permission.

Barbara Peterson

Post-scriptum :

Barbara Peterson est professeur au Granite State College de Portsmouth, dans le New Hampshire. Elle a obtenu son doctorat en éducation à l'université du New Hampshire. Ses domaines d'étude sont l'endoctrinement dans l'éducation et l'action non violente en tant que composante nécessaire de l'éducation à la paix, à la démocratie et à l'éducation civique. Elle a fondé Nonviolent Citizen Action, qui forme les individus et les organisations à la stratégie et à la création de coalitions dans les mouvements de pouvoir populaire. Son premier livre, "Reclaiming Power : Building a Stronger Resistance in the Age of Trump", a été publié en septembre 2018.